

Unité départementale du Bas-Rhin
Équipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 15/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STOEFFLER SAS

Z.I. - BOULEVARD DE L'EUROPE

67210 OBERNAI

Code AIOT : 0056700494

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2024 dans l'établissement STOEFFLER SAS implanté Z.I. - BOULEVARD DE L'EUROPE - 67210 OBERNAI. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOEFFLER SAS
- Z.I. - BOULEVARD DE L'EUROPE - B.P 35 - 67210 OBERNAI
- Code AIOT : 0056700494
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société exploite des ateliers de transformation de viande, produits de charcuterie et plats cuisinés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Legionella pneumophila	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article annexe 1 point 3.7.I.3 e	Sans objet
2	Legionella pneumophila	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
3	Sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 01/04/2008, article 16.2	Sans objet
4	Sécurité incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
5	Produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.I	Sans objet
6	Produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II alinéa 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila à l'inspection des installations classées pour les mois de janvier à septembre 2024. Ils ont été transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées. Ces analyses ne présentent pas de dépassement.

Les 2 poteaux incendie, présents sur le site, ont été contrôlés et l'exploitant a transmis le rapport de vérification des poteaux incendie du 06/11/2023. Pour le poteau n° 3, situé sur le réseau public, l'exploitant est en attente du rapport de contrôle de débit.

L'exploitant a transmis le compte-rendu du contrôle de routine d'un système d'extinction automatique de type sprinkleur daté du 04/04/2024.

L'exploitant dispose d'un plan général de l'établissement qui comporte la mention des risques.

Le stockage des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est fait sur rétention. Elle possède une capacité supérieure à la capacité de stockage maximum.
Une séparation physique entre les acides et les bases est en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Legionella pneumophila

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article annexe 1 point 3.7.1.3 e
Thème(s) : Risques chroniques, transmission des résultats d'analyses
Prescription contrôlée : Transmission des résultats à l'inspection des installations classées : Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.
Constats : L'exploitant a fait et transmis les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila à l'inspection des installations classées pour les mois de janvier à septembre 2024. Ces analyses ne présentent pas de dépassement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Legionella pneumophila

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, transmission des données de surveillance
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'exploitant a transmis les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila à l'inspection des installations classées pour les mois de janvier à septembre 2024. Ils ont été transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2008, article 16.2
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur et entretenus en bon état de fonctionnement. Les ressources en eau doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens

d'intervention ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre le cas échéant par les services d'incendie et de secours, y-compris en période de gel. Ces ressources comprennent :
- 3 poteaux incendie normalisés (débit : 60 m³/h), dont un sur le réseau public de 150 mm situé sur le trottoir opposé à la société Stoeffler sur le boulevard de l'Europe, et deux autres sur le site de l'installation ;
[...]

Les moyens d'intervention sur le site se composent :

[...]

- des installations d'extinction automatique d'incendie couvrant la totalité de l'installation (sprinklage et détection) ;

[...]

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des moyens retenus dans cet article.

Constats :

Les 3 poteaux incendie sont répartis de la manière suivante :

- le poteau n° 1 est situé face à l'entrée de maintenance dans l'enceinte du site. Son débit libre est de 170 m³/h. Il a été contrôlé et l'exploitant a transmis le rapport de vérification des poteaux incendie du 06/11/2023 ;
- le poteau n° 2 est situé dans le local sprinkler dans l'enceinte du site. Son débit libre est de 117 m³/h. Il a été contrôlé et l'exploitant a transmis le rapport de vérification des poteaux incendie du 06/11/2023 ;
- le poteau n° 3 est situé sur le réseau public. L'exploitant est en attente du rapport de contrôle de débit.

L'exploitant a transmis le compte-rendu du contrôle de routine d'un système d'extinction automatique de type sprinkleur daté du 04/04/2024. Le contrôle a porté sur un réseau de 9 sprinkleurs pour une surface impliquée de 300 m² et une densité de 30 l/min/m². Le rapport signale :

- un commutateur, contrôlant la pompe jockey, cassé au niveau de l'armoire électrique ;
- la vanne de barrage de tuyauterie d'essai ne ferme plus entièrement ;
- la mise à jour des plans suite à des travaux précédents.

L'exploitant devra transmettre sous 1 mois les justificatifs des actions correctives.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels, Produits chimiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

Les zones de stockages des produits chimiques sont à accès limité et contrôlé. Les consignes à observer sont affichées à l'entrée de chaque zone.

L'exploitant dispose d'un plan général de l'établissement qui comporte la mention des risques. Néanmoins, le plan est peu compréhensible pour une personne extérieure au site.

L'exploitant s'est engagé à améliorer la lisibilité du plan de l'établissement. Il a transmis un devis datant du 26/08/2024 comportant :

- l'installation de 2 cahiers d'intervention pompier en format A3 sous coffret métallique comportant une serrure pompier ;
- l'installation de 29 plans d'évacuation mis à jour dans l'usine ;
- l'installation de 5 plans d'évacuation mis à jour dans les bureaux et les locaux sociaux.

L'exploitant devra transmettre sous 1 mois les justificatifs de ces actions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.I

Thème(s) : Risques accidentels, produits chimiques

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
 - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».
- Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats :

Dans le local de stockage des produits dangereux, les produits d'entretien sont placés sur deux bacs rétention similaires accolés. Les produits stockés sont conditionnés en volume n'excédant pas 25 litres. La capacité totale de stockage des produits est de 900 litres. Chaque bac de rétention possède un volume de 0,96 m³ soit une capacité de 960 litres pour une rétention totale de 1920 litres.

La capacité de rétention est supérieure à la capacité de stockage maximum.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II alinéa 7

Thème(s) : Risques accidentels, produits incompatibles

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats :

Les acides sont conditionnés en bidons empilés sur 2 étages et placés sur rétention. Des bases sont stockées dans les mêmes conditions sur une rétention distincte accolée aux acides.

Une séparation physique entre les acides et les bases est en place.



Figure 1: stockage des produits chimiques, acide dans les bidons rouges et base dans les bidons jaunes, la séparation physique est implantée entre les 2 bacs de rétention.

Type de suites proposées : Sans suite
